

Ne nous payons pas de mots !

Si l'expression du plus haut niveau de l'Etat rivalise de précautions oratoires, si la responsabilité se double de confiance, si l'on réfute même le terme d'austérité, personne n'est dupe : 30 milliards d'exonérations patronales ajoutés aux 50 milliards « d'économies » supportés par les salariés, les privés d'emplois et les retraités constituent la potion indigeste que l'on nous promet. Songeons aux attaques sur la retraite complémentaire et les allocations chômage des cadres par exemple. Alors que toutes les déclinaisons de l'austérité mises en œuvre en Europe se révèlent contre productives, le dogme d'une nécessaire réduction du « coût du travail » et d'une diète des finances publiques, constitue le socle des décisions annoncées.

Dans ce contexte, revendiquer l'augmentation des salaires et des pensions, l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, la reconnaissance de notre travail et le statut de cadre, et enfin, une véritable politique de relance économique qui favorise la création d'emplois stables et qualifiés est légitime. En effet, cette dernière ne peut se construire qu'à partir de réelles mesures de progrès social. Par leur participation massive aux nombreux rassemblements du 1^{er} mai, les cadres ont l'occasion d'affirmer que d'autres choix économiques sont possibles, y compris dans leurs entreprises. Enfin, l'Union Fédérale des Cadres CGT les invite à prendre leur part dans la réussite de la journée nationale unitaire d'actions et de grève du 15 mai pour exprimer leurs revendications.

**Branche Poste****« Changement » de Président, pas de politique !**

Le nouveau Président veut structurer La Poste en 5 branches : courrier-colis/services à domicile, Geopost, numérique, Réseau La Poste et La Banque Postale avec un comité stratégique pour chacune. Parmi les projets prioritaires dont il confie l'animation aux membres du COMEX, on trouve, entre autres, la transition énergétique, la réduction du coût des sièges et des structures, le renforcement de l'activité capital risque, mais pas de réponses concernant le niveau de l'emploi et des salaires.

La continuité est donc justement dans cette absence de réponses à ce qui s'exprime dans les services ! Les cadres ne se résignent pas à une déclinaison servile de cette stratégie !

Un réseau commercial unique ?

La Poste veut se doter d'un réseau commercial à priorité bancaire avec la mise en place d'un management unique regroupant l'Enseigne et La Banque Postale. Des Directions Régionales devraient décliner la stratégie du Réseau La Poste, piloter et animer les directeurs de territoire, renforcer l'expertise patrimoniale, piloter l'action commerciale, créer une filière dédiée aux risques de crédit, et rendre cohérentes les activités supports.

Mais in fine, quel futur pour le service public avec un réseau restreint à une seule activité et combien de postes de cadres en double ?

Branche Télécoms**5 000 recrutements dès maintenant !**

C'est l'exigence portée en conférence de presse par la CGT, SUD et la CGC à FT Orange avec celles qu'aucun dividende ne soit versé cette année et que les sommes prévues soient utilisées pour l'emploi, l'investissement productif en particulier dans le très haut débit, les salaires.

En effet, la redistribution des richesses créées par le travail privilégie les actionnaires : plus de 30 Mds d'€ de dividendes ces 10 dernières années (plus que les bénéficiaires !).

Répondre à ces exigences est essentiel pour la reconnaissance et le bien être des salariés dans un contexte de climat social fortement dégradé, mais également pour l'avenir de l'entreprise et la réponse aux attentes de la population.

1 000 € pour tous, c'est juste !

Les représentants des salarié(e)s au Comité de Groupe Monde demandent l'attribution d'une prime égalitaire de 1 000 € pour chaque salarié-e du groupe Orange, dans le monde. Cette prime devra être portée par le groupe et non par les budgets des différents pays. Elle représenterait 160 M €, et serait plus légitime que les 10 Mds d'€ de dividendes versés aux actionnaires, de 2010 à 2013.

Rien que pour l'année 2013, le taux de rentabilité d'Orange est de 8,7%, il est de 3,2% en moyenne chez les opérateurs télécoms européens, et de 3,4% pour le CAC 40.

La CGT vous invite à signer la pétition en ligne : http://www.cgt-fapt.fr/IMG/pdf/Petition_Prime_monde_Orange.pdf

Échos

Vu et pris !

La société Aéroports de Paris (ADP) a été condamnée le 9 avril à 5 000 € d'amende pour entrave, pour avoir, en novembre 2012, modifié unilatéralement les règles d'avancement des cadres sans consulter les IRP. La direction d'ADP avait rajouté une nouvelle condition d'ancienneté pour les augmentations de salaires des 1 104 cadres sans consulter ni le comité d'entreprise, ni les syndicats, pour économiser 400 000 € de masse salariale. Si le tribunal a condamné l'entreprise, il a en revanche relaxé ses dirigeants sauf la DRH, condamnée à 1 000 € d'amende.

Y aurait-il une différence entre cadres dirigeants et cadres supérieurs ?

Gouvernement

La CGT reçue par Valls

« *Dur avec les faibles, faible avec les durs !* » Ce propos tenu par T. Lapaon à la sortie de sa rencontre avec M. Valls illustre bien la politique envisagée.

Austérité au nom de la compétitivité, économies drastiques, sont les remèdes proposés par ce gouvernement plongeant ainsi un peu plus les salariés, retraités et chômeurs dans de fortes difficultés, pendant que les entreprises se gavent en profitant largement d'aides publiques. Ceci aura pour conséquence l'aggravation de la situation sociale de notre pays.

Pour la CGT les priorités sont l'investissement industriel, les services publics, la protection sociale, l'emploi et les salaires.

Gattaz en rêvait, le gouvernement l'a fait !

S'il fallait encore à certains des preuves, le dernier « *changement dans la continuité* » après la magistrale claqué prise lors des municipales, les a apportées.

En effet, après Ayrault, il n'y a même pas de « Valls » hésitation, le cap économique est bien celui de la rigueur, contre les retraités, contre les salariés, contre les PME. Il s'en faut de peu que l'idée « gattazienne » du SMIC jeune, à moins de 1000 €, ne soit appliquée !

Il faut faire payer les pauvres, il faut attaquer le travail ! Le transfert des cotisations vers la fiscalité, la baisse des dépenses publiques sont synonymes de casse de la solidarité nationale et donc de paupérisation de la société. CA SUFFIT ! Tous ensemble dans la rue le 1^{er} mai !

International

D'un SMIC à l'autre...

Le gouvernement allemand a décidé d'instaurer un salaire minimum d'ici 2017.

A compter de 2015, cette application se substituera aux accords de branches. Fixé à 8,50€ brut/heure, soit 1,03€ inférieur au Smic français, il reste une avancée pour des millions de salariés allemands.

Pour la CGT, l'instauration d'un salaire minimum en Allemagne renforce l'exigence de sa généralisation à tous les pays européens, et remet en cause le dumping social en Europe.

Pendant ce temps, en France, patronat et économistes libéraux clament que le SMIC crée du chômage (oups!).

La CGT appelle les cadres à se mobiliser pour dire non à l'austérité et défendre leurs droits !

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Contre l'austérité

Les drapeaux rouges envahissaient ce 12 avril la place de la République à Paris pour une manifestation nationale citoyenne rassemblant des salariés en lutte venus de leur région en compagnie de syndicalistes, des militants du Front de Gauche, du NPA et du PS (sur son aile gauche). De nombreuses personnalités du monde associatif, des universitaires, des artistes s'étaient également donné rendez-vous pour marcher avec eux contre les effets du Pacte de responsabilité.

Reste à savoir si ce grand rassemblement contre l'austérité et pour l'égalité connaîtra une traduction dans les urnes le 25 mai prochain à l'occasion des élections européennes !

Mobilisation

Les psychologues publics en grève

Des psychologues exerçant à l'hôpital et dans les collectivités territoriales ont fait grève ce 10 avril à l'appel de la CGT, SUD, la CFTC et le SNP (syndicat de psychologues) pour protester contre la faiblesse de leurs salaires et les contrats précaires. Ils demandent une revalorisation des salaires, mais surtout la suppression de la précarité qui touche aujourd'hui 60 % des psychologues de la fonction publique hospitalière. Selon la CGT des psychologues hospitaliers, une grande partie des psychologues contractuels sont employés à temps partiel et touchent moins de 800 € par mois... Les psychologues ne sont pas un supplément d'âme !

Mobilisés mais pas par intermittence !

Ce 4 avril s'est tenu à Paris, organisé par le ministère de la Culture, un forum intitulé « *Avenir de l'Europe, avenir de la culture* ». Lors de celui-ci, le metteur en scène allemand T. Ostermeier a dénoncé le néo-libéralisme qui se traduit par la mise en cause des droits sociaux.

La CGT a pointé les politiques d'austérité en Europe qui n'accordent que 0,5% de leur budget pour la culture et a dénoncé les politiques de dumping social.

A cette occasion les intermittents du spectacle ont manifesté à Paris, Nantes et Marseille. A l'heure où les positions populistes se multiplient, c'est bien d'un véritable budget dont a besoin la culture afin de produire des expressions de qualité en France comme dans toute l'Europe.

Égalité

Trois mois de plus !!!

La journée du 7 avril pour l'égalité salariale, « Equal Pay Day », rappelle qu'en 2014, les femmes doivent toujours travailler 3 mois de plus que les hommes pour avoir le même salaire annuel !

Le projet de loi pour l'égalité F/H, examiné par le Sénat ce 17 avril, comporte certaines avancées mais ne sera pas suffisant pour garantir l'égalité professionnelle. Les outils juridiques de lutte contre les discriminations sont clairement insuffisants.

La CGT propose la mise en place d'une action de groupe pour les organisations syndicales pour exercer un réel droit de substitution. Elle a adressé aux sénateurs des amendements en leur demandant de les déposer lors de l'examen de ce projet de loi.